



Centre hospitalier de Versailles  
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**MARCHÉ DE TRAVAUX**

## **Travaux de remplacement des chaudières de la chaufferie « Castille » de l'Hôpital de Houdan**

### **Règlement de la consultation (RC)**

Procédure adaptée ouverte passée en application des dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 1°  
du Code de la Commande Publique

Consultation n°

2026FA07

Date limite de remise des plis

**17 juillet 2026 à 12 heures**

# 1. OBJET DU CONTRAT

## ■ L'acheteur

### Hôpital André Mignot - CENTRE HOSPITALIER DE VERSAILLES

En tant qu'établissement support du GHT Yvelines sud

177 rue de Versailles

78 150 Le Chesnay-Rocquencourt

Représenté par Monsieur Pascal BELLON – Directeur Général de l'établissement

Le Centre Hospitalier de Versailles agit en tant qu'établissement support du GHT SUD 78.

## ■ Le Maître de l'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Hôpital de HOUDAN.

Hôpital de HOUDAN

42 rue de Paris

78550 HOUDAN

Représenté par Madame Christine PAUMARD, Directrice adjointe

Mme Hélène DUMONT Responsable des services économiques : [hdumont@ght78sud.fr](mailto:hdumont@ght78sud.fr)










Monsieur Jean-Jacques SOUDAN, Responsable des services technique et logistique – [jj soudan@ght78sud.fr](mailto:jj soudan@ght78sud.fr)

## ■ Description de la prestation :

Travaux de remplacement des chaudières de la chaufferie « Castille » de l'Hôpital de Houdan La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chacun des lots et sur l'ensemble des plans.

Code CPV	Libellé CPV
45331110	Travaux d'installation de chaudières

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Travaux de remplacement des chaudières de la partie historique de l'Hôpital de Houdan
 Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles
 Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
 Structure	Non Alloti
 Lieu d'exécution	Hôpital de HOUDAN 42 rue de Paris 78550 HOUDAN
 Durée prévisionnelle	7 semaines
 Pénalités de retard	Voir article 14
 Variation des prix	Fermes
 Nature des prix	Global et forfaitaire

#### ■ **Lieu d'exécution :**

Le lieu d'exécution des prestations est  
Hôpital de HOUDAN  
42 rue de Paris  
78550 HOUDAN

#### ■ **Allotissement :**

Conformément à l'article L.2113-11 du code de la commande Publique, la consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : l'homogénéité des prestations et l'allotissement risqueraient de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

#### ■ **Prestations similaires**

L'acheteur peut passer avec le titulaire, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

#### ■ **Variantes**

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

#### ■ **Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Il n'est prévu aucune prestation supplémentaire éventuelle sur ce marché.

#### ■ **Tranches optionnelles**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

## **2. DÉLAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ**

---

Les prestations objet du présent marché sont exécutées par ordre de service.

Il est rappelé que le délai d'exécution commence à la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et indiquant la date de démarrage de la période de préparation, conformément à l'article 19.1.1 du CCAG travaux, et prend fin à la date d'achèvement des travaux (repliement des installations de chantier, remise en état des terrains et lieux compris), telle qu'elle sera retenue dans le procès-verbal de réception des travaux.

La durée d'exécution des travaux est de 7 semaines incluant le délai de préparation.

Un ordre de service commun à tous les lots prescrit le démarrage des travaux relatifs au projet objet du présent CCAP.

Les délais d'exécution, propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution, joint au présent DCE.

Le délai d'exécution des prestations est de 7 semaines à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage, ce délai comprend la période de préparation.

## **3. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE**

---

#### ■ **Procédure de passation :**

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée, en application des articles L.2123-1,

R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

■ **Type de marchés :**

Les prestations relèvent d'un marché de **travaux**.

Le présent marché comprend des prestations forfaitaires conformément aux dispositions des articles R. 2162-3 à R. 2162-6 du code de la commande publique. Elles sont exécutées par ordre de service.

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Visites de site obligatoire**

Le candidat contactera Monsieur DUMERCHEZ afin de convenir d'un rendez-vous le **mardi 7 juillet, à partir de 10h00**.

**Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite de site, avant de remettre leur offre.**

**L'attestation de visite dûment contresignée lors de la visite, sera à joindre au dossier de remise des offres.**

➤ **Modalités d'organisation de la visite de site**

La visite se fait après prise de rendez-vous :

Christophe DUMERCHEZ, représentant de la maîtrise d'œuvre HEXA ingénierie Chef de Projet Fluides  
06 78 42 63 93 [cdumerchez@hexa-ingenierie.com](mailto:cdumerchez@hexa-ingenierie.com)

**A défaut de visite, l'offre du soumissionnaire sera déclarée irrégulière.**

**Lors de la visite, il ne sera répondu à aucune question oralement (voir article 6 du présent Règlement de Consultation).**

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les soumissionnaires doivent répondre sous forme dématérialisée et devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée. Le soumissionnaire doit renseigner, lors du téléchargement des documents, le nom du soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents, une adresse électronique UNIQUE ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier, en tant que besoin, de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation en particulier les éventuelles précisions.

Il est précisé que le retrait des documents électroniques oblige le soumissionnaire à déposer électroniquement son offre.

■ **Dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- ❖ Le présent Règlement de la Consultation;
- ❖ L'acte d'engagement et ses annexes :
  - La décomposition des Prix Globaux et forfaitaires,
  - L'attestation de visite

- La fiche contact
- ❖ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- ❖ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes:
  - Le planning des travaux ;
  - Plans
- ❖ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ❖ Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- ❖ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- Les ordres de service

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Compléments à apporter aux cahiers des clauses :**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahiers des clauses du marché. En revanche, une mise au point pourra être engagée avec le titulaire du marché, avant tout commencement d'exécution.

## 4. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Variantes :**

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Centre Hospitalier de Versailles  
 Direction des achats  
 Cellule commande Publique  
 177 rue de Versailles  
 78157 Le Chesnay-Rocquencourt  
 Contact : Flavia ACIOLY

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats.

■ **Contenu des plis :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

LISTE	OBSERVATIONS
DC1	Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants disponible à l'adresse suivante : <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a>
DC2	Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement disponible à l'adresse suivante : <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a>

<b>DC4</b>	<p>Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <a href="https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2018.doc">https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2018.doc</a>)</p> <p>S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques met à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché</p>
<b>Redressement judiciaire</b>	Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
<b>Emploi des travailleurs handicapés</b>	Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
<b>Emploi salariés par candidat français</b>	Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
<b>Emplois salariés par candidat étrangers</b>	Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents
<b>Certificat de régularité fiscale</b>	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
<b>Certificat de régularité sociale</b>	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
<b>Certificats de qualification</b>	<p>Certificats de qualifications et/ou attestation ou tout autre moyen notamment certificats d'identité professionnelle ou références attestant de la compétence du candidat à réaliser la mission</p> <p><u>Qualifelec E3C4 et Chargé de travaux habilité C18-510 niveau 2</u></p>
<b>Attestation d'assurance</b>	Attestation d'assurance couvrant l'entreprise contre les risques inhérents à son activité (civile)
<b>Chiffre d'affaires</b>	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objets du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
<b>Effectifs et moyens techniques du candidat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat</li> <li>- L'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</li> <li>- Moyens matériels du candidat tel que les moyens de transport des compagnons et leurs outillages, leurs bureaux d'études internes ou externes avec matériels d'étude, atelier techniques et stockages possibles dans leurs entreprises, etc..</li> </ul>
<b>Extrait KBIS</b>	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion datant de moins de 3 mois.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

### Précisions sur les capacités professionnelles et les assurances propres au présent marché

En complément des documents listés ci-dessus et compte tenu de l'objet du marché (remplacement de chaudières gaz en chaufferie collective, en site hospitalier occupé), les candidats apportent les précisions suivantes au titre de leurs capacités et de leurs assurances. Conformément à l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ces capacités peuvent être justifiées par tout moyen de preuve équivalent.

### Capacités techniques et professionnelles

- Références de travaux similaires (remplacement ou création de chaufferie gaz, réseaux hydrauliques, fumisterie) exécutés au cours des cinq dernières années, appuyées d'attestations de bonne exécution. Les références réalisées en site occupé, en établissement de santé ou en ERP en activité, seront particulièrement appréciées.
- Indication des effectifs, de l'encadrement et des moyens matériels affectés au chantier.
- Certificats de qualification, ou tout moyen de preuve équivalent, attestant la capacité à réaliser les prestations : installations thermiques de génie climatique (QUALIBAT 5312, technicité confirmée, voire 5313, technicité supérieure) ; fumisterie et conduits de fumée, et plomberie (qualifications QUALIBAT correspondantes) ; travaux sur installation gaz (appellation Professionnel du Gaz, PGN ou PGP) ; soudage des réseaux sous pression (qualifications de soudeurs et de modes opératoires, NF EN ISO 9606 et NF EN ISO 15614) ; travaux électriques de production (QUALIFELEC).
- La mention RGE portée sur les qualifications thermiques sera valorisée au titre de la performance environnementale.


### Assurances

- Attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, mentionnant expressément les activités correspondant à l'objet du marché (génie climatique et chauffage, plomberie, fumisterie, gaz, électricité).
- Attestation d'assurance de responsabilité décennale conforme à l'annexe I de l'article A.243-1 du code des assurances, couvrant l'activité de génie climatique et d'installations thermiques.
- Les niveaux minimaux de garantie sont ceux fixés à l'article 6.8 du CCAP. Ces attestations sont exigées de l'attributaire avant la notification du marché, dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

### Sous-traitance et retrait d'amiante

- En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant présenté justifie des mêmes capacités et des mêmes assurances pour la part qui le concerne.
- Si le repérage amiante avant travaux, à la charge du maître d'ouvrage, s'avère positif, l'entreprise chargée du retrait (titulaire ou sous-traitant) doit être certifiée pour le retrait d'amiante en sous-section 3 (référentiel NF X46-010) et justifier d'une assurance couvrant cette activité. Cette certification est une obligation réglementaire qui ne peut être remplacée par un équivalent.

- Dossier relatif à l'offre

LISTE	OBSERVATIONS
Acte d'engagement	Pièce dument complétée dans laquelle le candidat présente son offre.  Il n'est pas obligatoire que l'acte d'engagement soit signé dès le dépôt de l'offre.
Annexe 1 à l'Acte d'engagement Cadre de réponse financière (DPGF)	<b>Pièce dument complétée.</b> <b>NOTA 1 : Les offres dont la décomposition ne serait pas renseignée suivant le bordereau DPGF fourni avec le DCE ne pourront pas être analysées et ne seront pas prises en compte. L'offre sera donc considérée comme irrégulière.</b> <b>NOTA 2 : Les soumissionnaires fournissent les quantités et les prix unitaires des prestations précisées dans le cadre DPGF. Ces éléments</b>

	<p>aideront à la bonne compréhension et l'analyse des offres. En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix.</p> <p>Les anomalies constatées et justifiées sont à intégrer dans l'offre (acte d'engagement) avec astérisque renvoyant à la fin du devis estimatif pour faire ressortir les conséquences de ces anomalies.</p>
<b>Mémoire technique</b>	Un mémoire technique est à fournir.
<b>RIB</b>	Un RIB et IBAN présentant les références bancaires du candidat.
<b>Attestation de visite</b>	Conformément aux dispositions de l'article 3 du règlement de la consultation, le candidat remet son attestation de visite qui lui aura été remise par le Maître d'ouvrage. <b>Toute absence à la visite rendra l'offre incomplète.</b>

Ce mémoire a pour objet de juger la qualité technique de l'offre de l'entreprise.

Les renseignements indiqués dans ce Mémoire méthodologique doivent être seulement et strictement liés à cette opération concernée par l'objet du présent marché, et ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

**En cas d'envoi incomplet ou après le délai imparti, le candidat verra son offre rejetée et le candidat arrivant second au classement devra produire les mêmes documents dans un délai similaire. Cette procédure se reproduit autant de fois tant qu'aucun attributaire ne répond aux exigences fixées par l'acheteur.**

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants si ces documents n'ont pas été fournis au moment de la remise l'offre :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiements des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois (article D 8222-5-1 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 et R.1263-12 du code du travail). Elle peut être téléchargée sur le site <a href="http://www.urssaf.fr">www.urssaf.fr</a> .
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion datant de moins de 3 mois.
Liste des travailleurs étrangers	Une liste des travailleurs étrangers employés régulièrement le cas échéant (personnel affecté à l'exécution des prestations).
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
Assurance de responsabilité civile	Une copie de la police d'assurance de responsabilité civile
Un RIB	Une copie du RIB

### ■ Remat rialisation des offres

Même si son offre à la présente procédure de marché a fait l'objet d'une transmission électronique, le titulaire potentiel s'engage dans tous les cas à en accepter la remat rialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle.

A ce titre, il s'engage à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à la signature manuscrite de tous ces documents sans procéder à la moindre modification de ceux-ci (attention à bien conserver la date initiale des documents) et les renvoie à la personne publique sous cette forme dans un délai qui ne devra pas excéder cinq jours à compter de la réception de la demande de remat rialisation.

## 5. JUGEMENTS CANDIDATURES ET DES OFFRES

### ■ Ouverture des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis de marché et dans le présent règlement de la consultation.

Les candidatures et les offres reçues hors délais sont éliminées en application des dispositions de l'article R2143-2 du code de la commande publique

### ■ Critères de jugement des candidatures :

Le Pouvoir adjudicateur vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché. Cette vérification peut être effectuée au plus tard avant l'attribution du marché.

Le pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous conformément à l'article R2144-2 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidatures qui, en application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique, sont déclarés irrecevables.

### ■ Critères et pondération d'offre :

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6   R. 2152-12 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront notés de 1 à 100, 100 correspondant à la meilleure note, ces notes étant affectées d'un coefficient de pondération comme suit :

Critères	Note	Pondération
<b>Coût global noté sur 100:</b>  <b>Notation Financière = <math>100 \times \text{offre financière la plus basse} / \text{offre financière notée}</math></b>  Le critère prix sera apprécié en fonction du prix forfaitaire proposé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, quantifié et valorisé par les candidats.  L'offre la moins-disante obtient le maximum de points ; le candidat le moins bien noté sera celui proposant le prix le plus haut	=100	50%

<b>Valeur technique sur 100 :</b>  → La pertinence de la méthodologie, du phasage en site occupé et du respect du calendrier (mise en service au 5 octobre 2026).  → La qualité des moyens humains et matériels et la maîtrise des risques (continuité ECS, amiante, dépose des chaudières).	= 50  = 50	30%
Transmission de la D.P.G.F. respectueuse du formalisme imposé et prescriptions financières particulières	= 100	10%
<b>Valeur environnementale sur 100 :</b>  → Gestion et traçabilité des déchets (tri sélectif, acheminement vers des filières agréées etc); → Limitation des nuisances en site occupé (réduction de bruit, limitation des poussières etc) ; → Performance énergétique et environnementale des équipements installés (chaudières, pompes, régulation) ;	= 40 = 30 = 30	10%
Total sur 100 pondéré		

**Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) seront rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié de la DPGF qui sera pris en considération pour le jugement des offres.**

**En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.**

A l'issue de l'analyse des offres au regard de ces critères, une note sur 100 points sera attribuée à chaque candidat. Les offres seront ensuite classées conformément aux articles R.2152-6 et R.2152-7 du code de la commande publique. Le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus important se verra attribuer le marché (sous réserve de la remise des documents ci-dessous)

#### ■ La gestion des irrégularités des offres :

Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la Commande publique, « Dans toutes les procédures, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles ».



**Les irrégularités suivantes ne seront pas régularisables :**

- Absence de visite
- Absence de DPGF

#### ■ Offres anormalement basses

Conformément à l'article R2152-3 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée. L'absence de réponse aura pour conséquence de rejeter l'offre pour anormalement basse.

### ■ Grille de notation

L'attribution des points pour les différents items des critères techniques sera réalisée proportionnellement à la grille ci-dessous :

<b>Note</b>	<b>Appréciation</b>	<b>Observations</b>
0/5 point	Non appréciable	Non renseigné
1/5 points	Faible	Réponse insuffisante
2/5 points	Passable	Réponse incomplète ou peu satisfaisante
3/5 points	Bonne	Réponse complète et satisfaisante
4/5 points	Très bonne	Réponse complète, précise et bien détaillée
5/5 points	Excellente	Réponse complète et apportant une plus-value sur les exigences et les résultats demandés par le cahier de charges

### ■ Demande de compléments, régularisation et explications :

Dans le cadre de l'analyse de l'offre initiale, l'acheteur peut demander aux candidats des précisions, compléments ou régularisations sur la teneur de leur offre (hors liste des irrégularités ci-dessus), lorsque certains éléments nécessitent clarification.

Ces échanges ont pour seul objectif de permettre l'analyse complète et conforme des offres et ne constituent pas une négociation.

### ■ Négociations :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure offre initiale car il n'est pas prévu de négociations.

## 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leurs questions avant le 10 juillet à 12h, via une demande écrite sur le profil acheteur.

Un relevé des questions posées par les candidats sera opéré et l'ensemble des candidats recevra par le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, les réponses aux questions posées avant la date limite de réception des offres.

Les demandes de renseignements techniques ou opérationnels doivent être envoyées sur le profil d'acheteur.

## 7. Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis

d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;  
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Versailles  
56 avenue de Saint-Cloud  
78000 VERSAILLES  
Téléphone : 0139205400  
Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)  
Télécopie : 0139205487  
Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>